

Guichet unique des installations classées  
pour la protection de l'environnement (ICPE)

**Arrêté préfectoral n°ICPE-2026-008 du 11 FEV. 2026**  
**portant prescriptions complémentaires visant à caractériser les rejets aqueux de fluor  
organique adsorbable (AOF) et de poly ou per-fluoroalkylées (PFAS)**

-----  
**Installations classées pour la protection de l'environnement**

**Société UGITECH**  
**Commune d'Ugine**  
-----

La préfète de la Savoie  
Chevalière de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le règlement (CE) 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH) ;

**Vu** le règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants (POP) ;

**Vu** la loi n° 2025-188 du 27 février 2025 visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées et notamment son article 2 ;

**Vu** le code de l'environnement, et notamment son titre 1<sup>er</sup> des parties réglementaires et législatives du livre V et plus particulièrement ses articles L.181-14, L.524-1, L.524-2, R. 181-45 et R.181-46 ;

**Vu** l'arrêté du 2 février 1998, modifié par l'arrêté ministériel du 24 août 2017, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 2 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

**Vu** le plan d'action interministériel publié par le Gouvernement le 4 avril 2024 pour limiter les risques associés aux substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) ;

**Vu** le SDAGE 2022-2027 du bassin Rhône-Méditerranée-Corse ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 30 août 2019 fixant les prescriptions techniques applicables à l'établissement exploité par la société UGITECH sur la commune d'UGINE ;

**Vu** les résultats des campagnes de mesures réalisées en application de l'arrêté du 20 juin 2023 susvisé, constitués des prélèvements du 23 janvier 2024, du 14 février 2024 et du 27 mars 2024 ;

**Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes en date du 16 janvier 2026 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant par courrier du 23 janvier 2026 dans le cadre de la procédure contradictoire prévue à l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**Vu** les observations présentées par le demandeur sur le projet porté à sa connaissance par courrier en date du 4 février 2026 ;

**Considérant** que la loi du 27 février 2025 dispose que la France se dote d'une trajectoire visant à tendre vers la fin des rejets aqueux de substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans un délai de cinq ans ;

**Considérant** que le plan d'action interministériel publié par le Gouvernement le 04 avril 2024 vise à limiter les risques associés aux substances PFAS ;

**Considérant** que le plan d'action interministériel précité prévoit notamment des axes relatifs à l'acquisition des connaissances sur les méthodes de mesures, la dissémination et les expositions, l'amélioration et le renforcement de la surveillance des émissions des PFAS ;

**Considérant** que ce plan prévoit des actions visant à réglementer et réduire les rejets de PFAS dans l'environnement ;

**Considérant** que le site rejette des composés organiques fluorés constitués de molécules persistantes dans l'environnement faisant partie de la famille des substances organiques fluorés pouvant appartenir à la famille des substances PFAS, mais dont la composition exacte reste à déterminer ;

**Considérant** que certaines substances per- et polyfluoroalkylées sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement et à la santé humaine, intérêts protégés au titre de l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que l'état des connaissances scientifiques sur la dangerosité des substances per- et polyfluoroalkylées d'une part, et sur les modalités de dégradation de ces substances d'autre part, sont partielles et nécessitent de faire application du principe de précaution ;

**Considérant** que la diffusion de ces substances dans l'environnement représente un enjeu potentiel de pollution et de déclassement de la qualité des masses d'eau impactées ;

**Considérant** l'ensemble des résultats des campagnes de mesures des PFAS dans les rejets aqueux transmis par l'application GIDAF par les sites industriels concernés à ce jour sur la région Auvergne-Rhône-Alpes ;

**Considérant** qu'au regard des enjeux il apparaît nécessaire de déterminer l'origine du marquage en AOF des effluents en vue d'identifier la présence éventuelle de PFAS ;

**Considérant** qu'il convient de définir, caractériser et quantifier de manière la plus exhaustive possible l'ensemble des sources d'émissions dans l'eau des PFAS issus des activités présentes et passées de l'exploitant UGITECH en vue de les limiter, de les surveiller et d'en évaluer l'impact environnemental et sanitaire ;

**Considérant** qu'il est nécessaire d'améliorer la connaissance des rejets et l'imprégnation des milieux ;

**Considérant** les investigations complémentaires déjà menées par l'exploitant, présentées dans le courrier du 24 juin 2025 ;

**Considérant** que la société UGITECH a été invitée à faire part de ses observations à la préfète de la Savoie sous un délai de 15 jours à compter de la réception du projet d'arrêté préfectoral complémentaire dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire prévue à l'article R.181-45 ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie ;

## **A R R Ê T E**

### **ARTICLE 1 : BÉNÉFICIAIRE**

La société UGITECH, qui exploite une aciérie sur la commune d'Ugine, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Elle est désignée dans le présent arrêté par le terme « l'exploitant ».

Ces dispositions complètent les prescriptions des actes antérieurs qui restent applicables.

### **ARTICLE 2 : DÉFINITIONS**

Au sens du présent arrêté on entend par :

- **PFAS (substances per- ou polyfluoroalkylées)**  
Toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF<sub>3</sub>-) ou méthylène (-CF<sub>2</sub>-), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié ;
- **Fluor Organique Adsorbable (AOF)**  
Le fluor organique adsorbable (AOF) désigne la somme des composés fluorés organiques présents dans les effluents aqueux. Il est mesuré après adsorption sur charbon actif et analysé par combustion et détection ionique. Cette mesure doit être réalisée selon la méthode définie dans le référentiel SANDRE (Système d'Information sur l'Eau) pour les eaux de surface et les effluents industriels (référence SANDRE 8986), c'est-à-dire selon le projet de norme ISO 18127, ou toute méthode ultérieure validée dans le référentiel SANDRE. La norme EPA 1621 (2024) ne doit pas être utilisée.

- **TOP Assay (Total Oxidisable Precursor)**  
méthode permettant d'oxyder la plupart des PFAS non analysables en substances perfluorées accessibles à la quantification. En l'absence de méthode normée pour la mise en place de la procédure TOP Assay, il est recommandé de suivre les meilleures pratiques existantes dans la littérature scientifique.

### **ARTICLE 3 : IDENTIFICATION DES PFAS**

L'exploitant complète ses recherches d'identifications de substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées, actuellement et historiquement par les activités issues de ses installations, y compris celles exercées par des sous-traitants, ainsi que les substances PFAS produites par dégradation. Il interroge en ce sens ses fournisseurs de produits chimiques et investigue en ce sens la présence de ces substances dans ses systèmes de climatisations.

A l'issue de ces actions, il met à jour la liste établie en application de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 susvisé dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

Le cas échéant, les canalisations, réservoirs et emballages composés ou revêtus de PFAS polymères sont identifiés et l'information est consignée dans un format adapté.

Les matériaux comportant des PFAS polymères susceptibles de produire des particules par tout type de dégradation (thermique, mécanique, chimique...) qui seraient collectées par les réseaux d'eau sont également recensés dans une liste dédiée et repérés (bande transporteuse revêtue de PTFE notamment).

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant propose un phasage avec des échéances pour les travaux d'identification de ces matériaux ou composants comportant des PFAS.

Ces documents sont actualisés autant que de besoin et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Une vigilance particulière est assurée pour inclure les éventuels Pfas utilisés en cas d'intervention d'entreprises extérieures à la liste des Pfas (produits de nettoyage, imperméabilisants, pesticides...).

### **ARTICLE 4 : CAMPAGNE DE MESURE COMPLÉMENTAIRE DANS LES REJETS AQUEUX**

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses de l'indice AOF et des substances PFAS, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé à l'exception des limites de quantification pour chaque substance PFAS.

Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 50 ng/L est respectée.

La liste des paramètres PFAS recherchés comporte a minima les 20 PFAS AEP visés au tableau de l'annexe 1 du présent arrêté.

Les prélèvements sont réalisés sur dix points de rejets du site à savoir les points 2A, 2C, 6, 7, 9, 10, 11, 13A, 13B. Lors de chaque campagne, il est également procédé à une mesure des paramètres visés à l'annexe 2.

Les résultats de ces campagnes sont transmis à l'inspection des installations classées par le biais de l'application GIDAF dans un délai de 1 mois à l'issue de la réception du rapport de mesures.

## ARTICLE 5 : IDENTIFICATION ET SECTORISATION DES ÉMISSIONS

L'exploitant cartographie toutes les sources d'émissions dans l'eau d'AOF sur le site, par secteur géographique.

Les secteurs sont déterminés selon les caractéristiques des réseaux de collecte de manière à pouvoir identifier la ou les zones à l'origine des rejets d'AOF, en procédant à des prélèvements en amont du point de rejet.

La présence d'ouvrages tels que pompes de relevage ou raccordements important sur l'émissaire principal peuvent notamment servir de critère de définition des secteurs.

Dans cet inventaire, l'exploitant prend en compte les émissions :

- directes des effluents liquides issus des unités ;
- des eaux pluviales polluées.

Cette cartographie est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées avec tous les éléments d'appréciation utiles sous un délai de 3 mois à compter de la date de réception de la dernière campagne de mesure complémentaire réalisée en application de l'article 4.

## ARTICLE 6 : PLAN D'ACTION

Sur la base des résultats des investigations réalisées en application des articles qui précèdent, dans un délai de 6 mois à compter de la date de réception de la dernière campagne de mesure complémentaire réalisée en application de l'article 4, l'exploitant propose à l'inspection des installations classées un plan d'action visant à caractériser les rejets aqueux éventuels de PFAS et, le cas échéant, envisager la réduction ou suppression de ces substances. Le plan d'action comprend notamment les trois axes suivants :

1. L'investigation : rechercher les raisons de la présence de PFAS ou de fluor organique dans les rejets.
2. La suppression / réduction : agir pour supprimer ou à défaut réduire la présence de PFAS.
3. La surveillance : définir un programme de surveillance adapté (mensuelle ou à une autre fréquence en apportant les justifications nécessaires) afin de vérifier l'efficacité des actions mises en œuvre et le cas échéant poursuivre la recherche sur les causes de présence de PFAS ou mettre en place une surveillance des milieux.

Un échéancier de mise en œuvre de ces mesures est joint au plan d'action.

Ce plan d'action est transmis à l'inspection des installations classées.

## ARTICLE 7 : PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement, Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie d'Ugine pendant une durée minimum d'un mois. Le maire d'Ugine fera connaître par procès-verbal adressé à la préfecture de la Savoie, l'accomplissement de cette formalité.

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée.

Cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimum de 4 mois.



## **ARTICLE 8 : DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il ne peut qu'être déféré au Tribunal Administratif de GRENOBLE, juridiction administrative territorialement compétente par :

1° les tiers intéressés, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'établissement présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

2° les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut également faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours administratif (recours gracieux et/ou hiérarchique) qui interrompt le cours de ce délai. Le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

## **ARTICLE 9 : EXÉCUTION**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie et Monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à Monsieur le maire d'Ugine.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Julien PAILHERE

Guichet unique des installations classées  
pour la protection de l'environnement (ICPE)

**Annexes à l'arrêté préfectoral n°ICPE-2026-008 du 11 FEV. 2026**  
**portant prescriptions complémentaires visant à caractériser les rejets aqueux de fluor**  
**organique adsorbable (AOF) et de poly ou per-fluoroalkylées (PFAS)**

-----  
**Installations classées pour la protection de l'environnement**

**Société UGITECH**  
**Commune d'Ugine**  
-----

**ANNEXE 1 – Liste des paramètres Pfas à rechercher**

**ANNEXE 2 : liste des paramètres complémentaires**

## ANNEXE 1 – Liste des paramètres Pfas à rechercher

Paramètres	Code SANDRE
Quantité totale de substances fluorées organiques, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF)	8986
PFBA	5980
PFBS	6025
PFPeA	5979
PFPeS (PFPS)	8738
PFHxA	5978
PFHS (PFHxS)	6830
PFHpA	5977
PFHpS	6542
PFOA	5347
PFOS	6560
PFNA	6508
PFNS	8739
PFDA	6509
PFDS	6550
PFUnA (PFUnDA)	6510
PFUnDS	8740
PFDoA (PFDoDA)	6507
PFDoDS	8741
PFTTrA (PFTTrDA)	6549
PFTTrDS	8742
indicateur calculé : somme 20 PFAS AEP	8847



## ANNEXE 2 : liste des paramètres complémentaires

Paramètres	Code SANDRE
Matières en suspension MES	1305
Carbone Organique	1841
Demande Chimique en Oxygène	1314
Fluorure	7073
Chlorure	1337